

# Pour une éthique animale réaliste

## Plaidoyer pour le statu quo ?



Christiane Bailey

Réponse au texte « Éthique animale réaliste », paru à l'automne 2015 dans le numéro 88 du *Québec sceptique*.

**D**ans son texte intitulé *Éthique animale réaliste*, Louis Dubé offre ses réflexions sur le sujet du débat organisé en août dernier aux Sceptiques du Québec et intitulé « Doit-on cesser de manger des animaux ? ». Il soutient que « le contexte historique, la place de l'espèce humaine sur Terre et la réalité de tous les jours influent sur nos choix éthiques » (p. 71).

Si le contexte historique est essentiel pour comprendre les pratiques passées, on voit cependant mal pourquoi il devrait déterminer nos choix actuels. Il est essentiel d'adopter un esprit critique envers les traditions, pratiques et institutions que nous ont léguées les générations passées.

Comment justifier *aujourd'hui* de faire l'élevage de mammifères et d'oiseaux pour consommer leur chair, leurs œufs et leur lait maternel sachant que cela implique de faire subir des torts importants aux animaux, notamment de les enfermer, de les faire souffrir, de les inséminer, de les séparer de leurs enfants et de les tuer ?

Ne devrait-on pas militer pour un monde sans élevage et sans abattoir ?

La réponse de Louis Dubé consiste à défendre la légitimité de l'élevage des animaux domestiques pour la boucherie en (1) soutenant que nos ancêtres l'ont toujours fait, (2) en doutant de la non-nécessité de consommer des produits d'origine animale, (3) en relativisant la souffrance des animaux et les torts qu'on leur cause et (4) en soutenant que la vie des humains a plus de valeur que celle des animaux. Voyons en détail ce que nous pouvons répondre à ces arguments.

### Le contexte historique : un débat millénaire

Selon Louis Dubé, « le contexte historique nous indique que l'acceptation de la souffrance animale liée à l'alimentation était inévitable jusqu'à il y a environ une cinquantaine d'années » (p. 69). S'il est vrai que nous n'avons appris à synthétiser la vitamine B12 que très récemment et que la plupart des sociétés humaines ont tué des animaux pour les manger depuis des temps immémoriaux, il n'en demeure pas moins que le régime carné a toujours fait l'objet de vives controverses dans l'histoire de la pensée occidentale.

Comme le retrace Renan Larue dans son histoire du végétarisme, le refus de manger de la viande par compassion pour les animaux a une longue histoire dans la pensée occidentale : « Le végétarisme est une véritable pomme de discorde entre les plus prestigieuses écoles philosophiques de l'Antiquité. »

En Grèce antique, où la pratique du sacrifice des animaux destinés à l'alimentation était un pilier de la religion, la consommation de viande faisait déjà l'objet de vigoureux débats moraux opposant, d'une part, ceux qui considéraient la mise à mort des animaux comme une façon d'honorer les dieux et de réaffirmer la place des êtres humains dans l'univers, entre les dieux et les bêtes, et d'autre part, les végétariens qui soutenaient que ces rituels sanglants n'étaient qu'un prétexte à leur gourmandise.

Ce refus des sacrifices sanglants a valu aux végétariens le mépris et l'hostilité de leurs contemporains puisque « l'abstinence de viande était une condamnation en acte de la légitimité d'un des plus importants rituels des sociétés antiques ».

Le végétarisme fut plus tard interdit à Rome et considéré comme hérétique par l'Église catholique, qui menaçait les végétariens d'excommunication et même de peine de mort. Des hommes et des femmes ont en effet été brûlés pour avoir refusé de tuer des poulets.

Aux yeux des Pères de l'Église, la compassion pour les bêtes dépourvues d'âme immortelle n'était pas simplement ridicule, mais elle contredisait l'un des dogmes centraux de la religion chrétienne : l'anthropocentrisme. La Bible enseigne en effet que l'univers et tout ce qu'il contient ont été créés au bénéfice des êtres humains, qui ont le mandat de soumettre et de dominer toutes les créatures de la Terre et du ciel.

Au XVIII<sup>e</sup> siècle, plusieurs penseurs des Lumières féroce­ment antireligieux, comme Voltaire, se sont opposés à la doctrine de la supériorité absolue des humains sur les autres animaux et ont renoué avec le végétarisme antique en dénonçant l'existence des abattoirs et des boucheries.

L'essor actuel du végétarisme s'explique, selon Renan Larue, par le processus de déchristianisation, l'acceptation d'une continuité entre les humains et les animaux, la profonde mutation des sensibilités à la violence (particulièrement envers les plus vulnérables, comme les enfants et les animaux) et la plausibilité théorique de reconnaître des droits fondés sur la simple subjectivité et non sur la rationalité ou la possession d'une âme immortelle.

Prendre en considération le contexte historique, comme le suggère Louis Dubé, mène en réalité à réaliser que, loin d'être universellement accepté, le régime carné a toujours été l'objet de débats philosophiques et moraux majeurs.

De Porphyre à Voltaire, une partie de l'humanité a toujours eu une objection morale à faire couler le sang des animaux capables de ressentir des émotions et de souffrir pour de la nourriture dont on n'a pas besoin.

### Les « risques » de l'alimentation végétalienne ?

Louis Dubé reconnaît qu'il est possible de se nourrir sainement de façon végétalienne, mais il insiste sur ce qu'il appelle « les risques du régime végétalien », en soulignant qu'il requiert de prendre des suppléments de vitamine B12.

Cette vitamine essentielle n'est effectivement produite ni par les végétaux, ni par les animaux, ni même par les champignons, mais par des bactéries. Les animaux herbivores (qui ne consomment par définition ni chair, ni œuf, ni lait maternel à l'âge adulte) comblent généralement leurs besoins en B12 par le biais de bactéries dans leur rumen, dans les sols et les eaux non traitées.

Dans notre monde aseptisé (et ce n'est évidemment pas une mauvaise chose que de ne pas avoir de traces d'excréments dans notre eau et sur nos aliments), celles et ceux qui ne consomment pas de chair, d'œufs de poules ou de lait maternel de mammifères (vache, chèvres, etc.) doivent consommer des suppléments de B12 ou des aliments fortifiés (comme le lait de soya, la levure alimentaire, etc.).

Il est cependant très partial d'insister sur la nécessité pour les végétaliens de se supplémenter en B12 sans mentionner qu'une foule d'aliments sont obligatoirement supplémentés au Canada. La farine vendue au Canada doit être enrichie de thiamine, de riboflavine, de niacine, d'acide folique et de fer. C'est également le cas d'autres aliments comme le sel de table (iode) et le lait de vache (vitamine D).

Malgré cette supplémentation obligatoire en minéraux et vitamines, les personnes suivant le régime standard nord-américain ont tendance à souffrir de plusieurs carences alimentaires, notamment en fibres, calcium, folate, iode et magnésium, ainsi qu'en vitamines C et E, et à consommer trop de gras et de cholestérol.

Il suffit de jeter un coup d'œil au palmarès des médicaments les plus vendus pour avoir une idée de l'ampleur du problème que représente la consommation actuelle de produits animaux : le médicament qui rapporte le plus actuellement aux États-Unis est le Lipitor, avec plus de 7 milliards de dollars de ventes annuellement. Le Crestor et le Zocor, deux autres médicaments servant à faire baisser le taux de cholestérol, sont également parmi les plus vendus, avec des centaines de millions d'ordonnances annuellement. Rappelons que seuls les produits d'origine animale (viande, œufs, lait maternel, crevettes, etc.) contiennent du cholestérol.

### Un régime bénéfique pour la santé

Loin de représenter un risque pour la santé, une alimentation basée sur les végétaux et incluant une variété de légumineuses (lentilles, haricots, pois, pois chiches, lupins, soja, etc.), de légumes (notamment les légumes verts, comme le brocoli et le chou frisé), de céréales (avoine, blé, sarrasin, riz, etc.), de fruits, de noix, de graines et de champignons peut avoir des effets bénéfiques sur notre santé.

C'est d'ailleurs la position officielle de l'Association des diététistes des États-Unis, corroborée par les diététistes du Canada, du Royaume-Uni ainsi que de l'Australie :

« Les régimes végétariens offrent de nombreux bénéfices nutritionnels, parmi lesquels des taux moins élevés en graisses saturées, cholestérol et protéines animales ainsi que des niveaux plus élevés en hydrates de carbone (glucides), fibres,

magnésium, potassium, folate (ou vitamine B9) et en antioxydants comme les vitamines C et E et en phytochimiques. Les végétariens présentent des indices de masse corporelle inférieurs à ceux des non-végétariens, ainsi que des taux plus faibles de mort par maladie coronarienne ; les végétariens présentent aussi des niveaux plus faibles de cholestérol sanguin, des pressions sanguines plus faibles, et sont moins sujets à l'hypertension, au diabète de type 2 ou "diabète gras", et aux cancers de la prostate et du côlon. »

Le rapport conclut que « les régimes végétariens [incluant les régimes végétaliens] menés de façon appropriée sont bons pour la santé, adéquats sur le plan nutritionnel et sont bénéfiques pour la prévention et le traitement de certaines maladies ». Cette position est corroborée par Les diététistes du Canada, la USDA, la British Dietetic Association, le National Health and Medical Research Council de l'Australie, Saine alimentation Ontario et Diabète Québec, pour ne nommer que ceux-là.

### Les impacts environnementaux de l'élevage

Au-delà des bénéfices pour notre santé, il importe de considérer l'impact de nos choix alimentaires sur l'environnement, sur la sécurité alimentaire mondiale et sur les animaux eux-mêmes.

Louis Dubé soutient que l'on doit améliorer les conditions de l'élevage intensif tant que cela n'a pas d'impact sur les coûts des viandes, des œufs et des produits laitiers. On ne peut qu'être d'accord avec l'importance d'« offrir des protéines de qualité au plus grand nombre à bas prix » (p. 70), mais ce principe devrait nous mener non pas à promouvoir l'élevage, mais bien la production et la consommation de légumineuses.

La production de viande a doublé de 1950 à 1990 et elle a augmenté de 41 % de 1990 à 2003, croissant deux fois plus vite que la population humaine. Cette autre « bombe démographique », celle des animaux d'élevage, est directement liée à plusieurs problèmes préoccupants, notamment l'appauvrissement des sols, la perte de la biodiversité, le gaspillage et la pollution de l'eau, la déforestation, la consommation d'énergies fossiles, la production de GES et de déchets organiques, la raréfaction des ressources en phosphore, azote et potassium et le développement de résistance bactériologique.

Malgré l'impact négatif déjà énorme des 64 milliards d'oiseaux et de mammifères qui sont engraisés et tués chaque année, la FAO prévoit que ce nombre devrait au moins doubler d'ici à 2050. Or, l'augmentation de la consommation de viande n'est ni inévitable ni souhaitable.

L'élevage accapare déjà 75 % des terres agricoles tout en ne fournissant que 15 % de notre apport calorique, comme le mentionnait Dany Plouffe durant le débat. L'inefficacité énergétique de la viande provient du fait qu'une grande quantité d'éléments nutritionnels est brûlée dans les processus métaboliques des animaux. Si cette perte métabolique était autrefois compensée par le fait que les animaux mangeaient principalement des aliments impropres à la consommation humaine, la situation est radicalement différente aujourd'hui alors que la majorité des terres arables est consacrée à des cultures destinées au bétail. Si les animaux compléteraient autrefois l'alimentation humaine, ils sont désormais en concurrence avec elle.

### Développer des solutions de rechange à l'élevage : une question de justice sociale et intergénérationnelle

C'est d'ailleurs afin de contrer l'augmentation de la consommation de viande dans l'alimentation mondiale que l'ONU a déclaré 2016 l'Année internationale des légumineuses.

Les légumineuses remplacent avantageusement la viande et la campagne de l'ONU vise à informer les gens de ses effets positifs sur la santé humaine, les sols, l'eau, le gaspillage et sur la sécurité alimentaire mondiale.

Peu coûteuses, les légumineuses se conservent facilement, contribuent à améliorer la fertilité des sols (elles ont la propriété de fixer l'azote dans le sol, permettant d'accroître la productivité et de réduire l'ajout d'engrais) et requièrent beaucoup moins d'eau que l'élevage.

Il devrait être d'autant plus facile de promouvoir le remplacement de la viande par des légumineuses auprès de la population canadienne puisque le Canada produit 40 % des légumineuses vendues dans le monde et est le premier exportateur de lentilles et de pois secs ainsi qu'un des principaux producteurs de pois chiches.

Selon le géographe canadien Tony Weis, auteur de *The Ecological Hoofprint*, lutter contre l'augmentation de la production et de la consommation de viande dans le monde devrait être un pilier des luttes sociales et environnementales au XXI<sup>e</sup> siècle puisque le démantèlement de l'industrie de l'élevage est « au centre de tout espoir de développer une agriculture mondiale plus soutenable, plus morale (*humane*) et plus juste ».

L'abolition des élevages et des abattoirs permettrait également de faire des avancées majeures dans la lutte contre le développement de bactéries résistantes aux antibiotiques. La majorité des antibiotiques produits par l'industrie pharmaceutique sont destinés non pas aux êtres humains, mais aux

animaux d'élevage. Selon l'OMS, la résistance bactériologique est un problème des plus préoccupants qui menace de mettre fin à un siècle d'avancées médicales.

Ainsi, d'un point de vue strictement anthropocentriste (c'est-à-dire une perspective qui ne considère que les intérêts des êtres humains), on devrait en venir à la conclusion que nous avons le devoir de nous opposer au développement de l'industrie de l'élevage et de promouvoir une alimentation basée sur des végétaux.

### **Nos devoirs envers les autres animaux conscients**

Une fois que nous reconnaissons qu'il n'est aucunement nécessaire de consommer de la chair animale, des œufs ou des produits issus du lait maternel de vache pour se maintenir en santé, l'argument principal utilisé pour justifier d'enfermer, de mutiler et de tuer les animaux domestiques destinés à la boucherie s'effondre : celui de la nécessité.

Peu importe que l'on adopte le principe relativement prudent et peu controversé selon lequel on ne doit pas faire souffrir les animaux sans nécessité ou le cadre plus ambitieux de la reconnaissance de droits fondamentaux, on doit en venir à la conclusion qu'il n'est pas moralement justifiable de faire passer des préférences gustatives ou culinaires avant les intérêts les plus fondamentaux des autres animaux à ne pas souffrir, à ne pas passer leurs vies attachés ou enfermés et à ne pas être entassés dans des camions pour être égorgés dans nos abattoirs.

Contrairement à ce que laisse entendre Louis Dubé, il n'est pas du tout nécessaire de croire qu'une vie humaine revêt autant de valeur que la vie d'un autre animal pour s'opposer à la consommation de produits animaux : il suffit de reconnaître que leur vie et leur bien-être valent bien plus qu'un *lunch*. Nous sommes loin d'une situation de conflits d'intérêts fondamentaux.

Même s'il n'est pas nécessaire d'entrer dans les débats complexes sur l'égalité morale ou la nature des droits fondamentaux pour reconnaître que ce que nous faisons actuellement subir aux autres animaux est moralement injustifiable, il vaut la peine d'expliquer la perspective des défenseurs des droits des animaux afin d'écarter certains malentendus.

### **La valeur des vies et les conflits d'intérêts fondamentaux**

Louis Dubé a sans aucun doute raison de penser que « presque tous les êtres humains accordent plus de valeur à la vie humaine qu'à la vie animale » et que « si on a le choix entre sauver un animal ou un humain, on choisira l'humain » (p. 69).

Or, cela ne signifie pas du tout que ceux qui accordent une plus grande valeur aux êtres humains sont en désaccord avec la reconnaissance de droits fondamentaux aux animaux. Selon un sondage Gallup de mai 2015, près du tiers des Américains (32 %) considèrent que les animaux devraient avoir les mêmes droits que les humains, 62 % qu'ils méritent certaines protections, mais qu'il est « toujours acceptable de les exploiter au bénéfice des humains ». Cette exploitation sous-entend naturellement que l'on continue de les mutiler, de les enfermer et de les tuer. Seuls 3 % des Américains croient que les animaux ne méritent que peu de protection « parce qu'ils ne sont que des animaux ».

D'autre part, il est essentiel de comprendre que le fait que la plupart des gens sauveraient spontanément un humain au détriment d'un individu d'un autre groupe biologique (un chien, un chimpanzé, une vache, etc.) ne mène pas nécessairement à la conclusion que la vie d'un être humain a « plus de valeur » que la vie d'un individu conscient appartenant à une autre espèce.

On peut mieux le comprendre si l'on se met dans la situation où l'on ne pourrait sauver qu'une personne dans une maison en feu : notre enfant ou un étranger. Il est probable que la plupart des gens choisiraient de sauver leur enfant avant de sauver l'étranger.

Que cette décision soit normale (au sens statistique ou biologique, peu importe ici) ne signifie pas qu'elle soit moralement justifiée, mais il est possible de fournir des arguments justifiant cette décision : par exemple, en soutenant le principe selon lequel un parent a une responsabilité spéciale envers ses enfants et doit, dans les cas de conflits, sauver son propre enfant en priorité.

L'important, cependant, est de prendre conscience que cela ne signifie pas du tout que la vie de l'étranger a « moins de valeur » que celle de son enfant, contrairement à ce que soutient Louis Dubé. On peut très bien reconnaître l'égalité morale des êtres humains et leurs droits fondamentaux à ne pas être tués, torturés ou enfermés arbitrairement et soutenir qu'il soit justifiable, dans certains cas, de privilégier son propre enfant.

De même, les défenseurs des droits des animaux peuvent reconnaître que nous avons des devoirs particuliers envers les autres êtres humains en vertu de nos relations avec eux sans en venir à la conclusion qu'une vie humaine a « objectivement » plus de valeur que la vie d'un autre animal.

Il est donc tout à fait possible de reconnaître l'égalité morale des êtres conscients tout en reconnaissant des devoirs particuliers de venir en aide en priorité aux êtres humains en cas de conflits d'intérêts majeurs.

## Les jugements sur la relative valeur des vies et les droits fondamentaux

Il est également essentiel de comprendre que les jugements relatifs à la valeur des vies n'ont aucun lien avec la notion de droits fondamentaux.

Comme le soutiennent Sue Donaldson et Will Kymlicka, nous avons un droit à la vie parce que nous sommes des sujets conscients et nos vies sont ce qui est pour nous le plus important, indépendamment de ce qu'en pensent les autres. Les droits fondamentaux visent précisément à protéger les individus contre les jugements que les autres font sur la valeur relative de leur vie.

Toutes les personnes humaines, peu importe leur utilité sociale, leur intelligence ou leur appartenance à un groupe social ou biologique particulier, ont un droit égal au respect de leur intégrité physique, de leur liberté et de leur vie. Cela ne signifie pas que nous ne pouvons jamais enfermer, blesser ou tuer un individu, mais que cela requiert des justifications fortes (comme la légitime défense, par exemple).

C'est sur ces principes que s'appuie le mouvement des droits des animaux. Il s'agit simplement d'appliquer nos principes de justice de façon impartiale et cohérente et de reconnaître que le degré d'intelligence ou l'appartenance à un certain groupe biologique (race, sexe, espèce) ne sont pas plus pertinents dans nos relations aux autres animaux.

Dès que nous sommes capables de reconnaître que nous avons affaire à un soi vulnérable, un individu doté d'une expérience subjective du monde, nous devrions reconnaître des devoirs de ne pas lui faire du mal lorsque cela est possible ou lorsque ce n'est pas dans son propre intérêt.

Refuser d'appliquer nos principes de justice à des individus chez qui nous pouvons reconnaître l'expression d'une vie de conscience subjective sous prétexte qu'ils ne sont pas assez intelligents ou rationnels (« capacitisme ») ou qu'ils ne font pas partie de notre groupe biologique (« spécisme ») est fondamentalement injuste.

### Spécisme, racisme, sexisme et capacitisme

Certains cherchent à défendre la discrimination fondée sur l'espèce (le spécisme) en soutenant que si le racisme et le sexisme sont moralement répréhensibles, c'est parce que les femmes et les personnes racisées sont tout aussi rationnelles et intelligentes que les hommes blancs.

Mais ils doivent alors expliquer pourquoi les capacités cognitives comme la rationalité ou l'intelligence devraient être considérées moralement pertinentes lorsqu'il s'agit des intérêts les plus fondamentaux à ne pas souffrir et à ne pas être enfermé et tué.

Faire dépendre les droits fondamentaux de capacités cognitives sophistiquées dont seraient dépourvus tous les animaux des autres espèces est non seulement moralement arbitraire, mais cela mènerait également à fragiliser les droits fondamentaux des êtres humains, non seulement des personnes en situation de déficience intellectuelle, mais également de chacun d'entre nous lorsque nous avons le plus besoin de ces protections (lorsque nous sommes enfants, malades et lorsque nous vieillissons).

Les développements en matière de droits de la personne universels et inaliénables depuis la Seconde Guerre mondiale témoignent de la reconnaissance grandissante que ce qui importe moralement, ce ne devrait pas être la rationalité ou l'intelligence, mais le fait d'être un individu vulnérable doué d'une certaine vie de conscience.

Peu importe nos capacités ou incapacités cognitives, peu importe notre appartenance à un certain groupe social ou biologique (race, sexe, espèce), nous méritons tous la protection de nos intérêts les plus fondamentaux parce que nous sommes tous et toutes des individus sensibles et vulnérables qui se soucient de ce qui leur arrive.

### Les peuples autochtones et l'exploitation animale

En terminant, il est difficile de ne pas dire quelques mots au sujet des peuples autochtones qui sont fréquemment instrumentalisés par ceux qui tiennent à défendre la légitimité des élevages même s'il ne va pas de soi qu'ils se rangeraient du côté de ceux qui défendent l'existence des abattoirs et des boucheries.

Il est en effet essentiel de comprendre que la plupart des peuples autochtones ne reconnaissent pas la séparation métaphysique et morale que font les Occidentaux entre les humains et les autres animaux et qu'ils ne faisaient pas d'élevage (les animaux domestiqués sont arrivés en Amérique avec les colons).

Il faut évidemment éviter de généraliser et d'idéaliser les peuples autochtones, mais plusieurs de leurs cosmologies indiquent qu'ils considéraient moins les animaux comme des êtres inférieurs que comme des parents et des voisins. Certaines légendes mi'kmaq, par exemple, enseignent que tuer un animal est un mal qui ne se justifie que par la stricte nécessité et que l'on doit s'excuser auprès de l'animal pour ce qu'on lui fait subir.

Margaret Robinson, une Mi'kmaq végane, soutient en ce sens que le véganisme est un choix plus conforme aux convictions mi'kmaq que le fait de manger de la chair d'animaux domestiques qui ont passé leur vie enfermés dans des élevages pour finir à l'abattoir dès qu'ils sont suffisamment engraisés ou dès que leur production d'enfants ou de lait maternel diminue.

Un réel dialogue entre le mouvement de défense des droits des animaux et les diverses communautés autochtones révélerait sans doute des tensions entre les deux camps. Il est également probable que les opinions sur les façons dont on devrait traiter les autres animaux varient au sein d'une même communauté (comme c'est le cas pour l'exploitation des sables bitumineux, par exemple).

Cependant, il semble raisonnable de penser qu'une partie des Autochtones pourraient s'allier aux luttes pour abolir le statut de propriété des animaux domestiques et protéger les habitats des animaux sauvages puisque ce sont actuellement les Autochtones qui sont au front des luttes pour la protection de la nature et des animaux.

### **Pour un monde plus respectueux des autres animaux**

Reconnaître des droits à tous les êtres humains ne signifie pas qu'il ne soit jamais justifiable de privilégier ses proches, mais qu'il est injuste de faire passer leurs intérêts secondaires avant les intérêts les plus fondamentaux des autres êtres humains.

Par exemple, s'il n'est pas nécessairement immoral de privilégier ses propres enfants en certaines matières, il est certainement immoral que les enfants des pauvres servent à fabriquer les jouets des enfants riches. Les intérêts en jeu ne sont tout simplement pas équivalents.

De même, s'il n'est pas toujours injustifiable de privilégier les humains, il est certainement immoral de privilégier des intérêts secondaires et souvent même triviaux des êtres humains (gastronomie, divertissement, cosmétiques, etc.) au détriment des intérêts les plus fondamentaux des autres animaux.

Or, nous sommes aujourd'hui bien loin de considérer équitablement les intérêts des autres animaux. Comme l'explique bien Louis Dubé, dans la plupart de nos décisions individuelles et collectives nous nous comportons comme si la vie des autres animaux était tout simplement insignifiante.

C'est ainsi que nous tuons des troupeaux entiers d'animaux lorsque certains individus sont porteurs de maladies contagieuses, sans même tenter de les isoler et de les soigner, ce que nous ferions dans les cas d'êtres humains.

Nous détruisons des forêts entières et polluons les habitats des animaux sauvages sans même prendre en considération le bien-être des communautés animales qui y vivent.

Nous enfermons des animaux toute leur vie et leur refusons le droit fondamental de vivre et de développer des liens sociaux pour nous enrichir ou nous divertir.

Le mouvement de défense des animaux soutient qu'il est injuste d'attacher ou d'enfermer, de blesser et de tuer simplement parce que nous en avons le pouvoir et en tirons un bénéfice.

Les autres animaux qui partagent la planète avec nous ne sont pas des êtres inférieurs qui existent pour notre bénéfice, mais des individus à part entière qui devraient pouvoir vivre leur vie comme ils l'entendent.


### **Les débats actuels en éthique animale**

Il est évidemment difficile d'imaginer de quoi aurait l'air un monde réellement respectueux des animaux. Les débats à ce sujet sont riches et les positions des plus variées.

Certains soutiennent exclusivement des droits négatifs pour les animaux (on doit cesser de les blesser, les enfermer et les tuer) et d'autres militent pour qu'on leur reconnaisse également des droits positifs différenciés selon les relations que nous entretenons avec les animaux (par exemple, des devoirs de prendre soin des animaux que nous avons rendus dépendants et vulnérables).

Certains considèrent que l'abolition du statut de propriété des animaux amènera l'extinction ou encore la renaturalisation des espèces animales domestiquées. D'autres considèrent au contraire que la domestication a fait en sorte que ces animaux font désormais partie de nos sociétés, que nous devons leur reconnaître le statut de membres à part entière de sociétés mixtes humaines-animales.

Certains soutiennent que nous devons laisser les animaux sauvages tranquilles, alors que d'autres soutiennent au contraire que nous devons intervenir pour leur venir en aide et réparer les torts que nous leur avons causés.

Les propositions ne manquent pas. Je vous invite à lire les auteurs en éthique animale pour vous faire votre propre idée. 

L'auteure est doctorante en philosophie à l'Université de Montréal.

## Notes

1. Renan Larue, *Le végétarisme et ses ennemis*, Presses Universitaires de France, 2015.
2. Renan Larue, *Le végétarisme et ses ennemis*, p. 36.
3. Renan Larue, *Le végétarisme et ses ennemis*, p. 103-104.
4. <http://www.inspection.gc.ca/aliments/etiquetage/l-etiquetage-des-aliments-pour-l-industrie/grains-et-des-produits-de-boulangerie/farine-blanche-non-enrichie/fra/1415915977878/1415915979471>
5. Sur les carences typiques des Canadiens et Canadiennes, voir Santé Canada : <http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/surveill/nutrition/commun/art-nutr-adult-fra.php>. Sur les carences des véganes et des omnivores, voir cette capsule vidéo du Dr. Michael Greger: <http://nutritionfacts.org/video/omnivore-vs-vegan-nutrient-deficiencies-2/>
6. <http://www.webmd.com/news/20110420/the-10-most-prescribed-drugs>
7. « Position of the American Dietetic Association and Dietitians of Canada: vegetarian diets » *Can J Diet Pract Res*, Summer;64(2):62-81, 2003. <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/12826028?dopt=Abstract>
8. Pour un aperçu de l'impact environnemental de l'élevage, voir le rapport de la FAO *Livestock Long Shadow* (2006) et le récent livre du géographe Tony Weis, *The Ecological Hoofprint. The Global Burden of Industrial Livestock* (ZED, 2013)
9. <http://www.fao.org/pulses-2016/fr/>
10. Tony Weis, *The Ecological Hoofprint, The Global Burden of Industrial Livestock* (ZED, 2013).
11. « Many Americans Support Equal Rights for Animals », *Livescience*, 22 mai 2015: <http://www.livescience.com/50889-animal-rights-poll.html>
12. Sue Donaldson et Will Kymlicka, *Zoopolis. A Political Theory of Animal Rights*, Oxford, Oxford University Press, 2011.
13. C'est ce qui a permis de reconnaître l'égalité morale des personnes en situation de handicaps et la reconnaissance de droits aux enfants. Ces développements en matière de droits de la personne universels et inaliénables sont relativement récents et sont évidemment loin d'être respectés. Il a fallu attendre en 1971 avant que l'ONU ne reconnaisse l'égalité morale des personnes ayant une déficience intellectuelle et en 2006 avant que la convention sur les droits des personnes en situation de handicaps soit adoptée.
14. Pour une introduction à la question du point de vue d'une femme autochtone, voir Margaret Robinson, « Indigenous veganism: Feminist Natives do eat tofu », *The Scavenger*, 13 novembre 2010 (<http://www.thescavenger.net/social-justice-sp-24912/animals/504-indigenous-veganism-feminist-natives-do-eat-tofu-237794.html>). Voir également sa conférence en ligne au *Human Rights are Animal Rights conference* : <https://www.youtube.com/watch?v=ahD6uz1mYJA>